Guerre et ports militaires, le problème de la police : son rétablissement à Brest durant la guerre d'Indépendance américaine

Olivier Corre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/510>

DOI : 10.4000/abpo.510

ISBN : 978-2-7535-1515-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2009

Pagination : 181-209

ISBN : 978-2-7535-1008-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Olivier Corre, « Guerre et ports militaires, le problème de la police : son rétablissement à Brest durant la guerre d'Indépendance américaine », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-3 | 2009, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/510> ; DOI : 10.4000/abpo.510

Guerre et ports militaires, le problème de la police : son rétablissement à Brest durant la guerre d'Indépendance américaine

Olivier CORRE

Docteur en histoire
chercheur associé au CERHIO CNRS UMR 6258

La police des ports et arsenaux de la marine dans la France d'Ancien Régime reste un domaine du champ historique mal connu. Les termes mêmes du sujet portent la complexité d'une triple problématique. Il faut, d'abord, reconnaître l'incertitude du sens même du terme « police » sous la monarchie ; il est mouvant, évoluant d'une acception très large au sens le plus moderne. La police à l'époque est pratiquement équivalente à notre administration, englobant, à l'exception notable des finances, l'ensemble des réglementations, leur exécution et la répression de leur viol. Il s'agit de la police administrative (spectacles, voirie, prostitution, approvisionnements), en plus du maintien de l'ordre et de la police judiciaire. La police est alors fondamentalement « judiciaire », en ce qu'elle est dirigée par des juges ou des commissaires, magistrats gradués. Lorsque s'ouvre le dernier règne de l'ancienne France, répression des crimes et délits et maintien de l'ordre deviennent des sens plus communs, même si l'acception classique subsiste entraînant des confusions. Ensuite et plus généralement, la police s'inscrit dans la lutte pluriséculaire entre le pouvoir royal et les pouvoirs locaux, en particulier les corps de ville, quant au contrôle de la réglementation et donc de l'application de l'autonomie locale. Pendant longtemps, s'il existait un corps de ville, la police était une de ses compétences, mais à l'intérieur de ces mêmes villes de nombreux conflits entre seigneur, juges et conseil municipal en découlaient. En 1699, par un édit, la police avait généralement été soustraite aux corps de ville de province, pour être remise à un lieutenant général, office créé à cet effet. Moyennant finances, les communautés, bien que très souvent désargentées, pouvaient le racheter pour le réunir au corps de ville. Parallèlement, le pouvoir royal, par les sénéchaux, juges royaux et par les compagnies ordinaires de la maréchaussée,

ancêtre de notre Gendarmerie nationale, tendait à prendre un poids de plus en plus important dans l'exercice de la police face aux pouvoirs locaux. Mais à l'exception de Paris, directement contrôlé, les corps de ville comme les juridictions particulières essayaient de défendre leurs privilèges face au pouvoir central. Enfin, parmi les villes, les ports de guerre posent le cas particulier de la police dans un site stratégique. L'État ne saurait s'en désintéresser. De plus, les ports, villes frontières par définition, abritent une population socialement complexe et dont la part mouvante est souvent importante. En ceci le cas de Brest, première base navale du royaume, est particulièrement instructif. La guerre d'Indépendance américaine (1778-1783) y engendre de tels mouvements de troupes, de marins et d'ouvriers, que les autorités militaires sont confrontées à un maintien de l'ordre tendu. La compréhension de cette situation a été rendue d'autant plus ardue que le dossier *Police militaire* créé lors du reclassement du fonds Langeron mêle des pièces portant non seulement sur cette question, mais aussi sur la police civile de la ville. Comment les problèmes de police se posent-ils à Brest, dans le cadre d'un port de marine en guerre ? Quelles sont ici les étapes de la mise en place d'une police ? Surtout, comment la création originale d'une police militaire compétente pour les ports et arsenaux de Basse Bretagne est-elle envisagée puis mise en œuvre ?

Pourquoi rétablir la police à Brest ?

Pourquoi l'État perçoit-il cet établissement comme si important ? Un port militaire est évidemment particulièrement sensible et génère, ainsi que toute concentration humaine, des crimes et délits nombreux. En temps de guerre, ils le sont encore plus et il s'y ajoute des risques considérables pour les installations de la Marine royale.

Les conditions générales de la guerre d'Amérique à Brest

Les crimes et délits spécifiques aux ports de guerre et aux villes militaires sont nombreux. Les vols, coutumiers, dans l'arsenal par les ouvriers (clous ou menues ferrailles, copeaux ou planches de bois) sont répandus. Un mur a été établi pour empêcher la sortie par exemple des chutes de bois à des fins de chauffage. La justice poursuit les coupables, souvent femmes ou enfants, saisis sur la foire mensuelle car voler l'arsenal, c'est voler le Roi et diminuer les ressources de la flotte.

Au-delà de ces chapardages, certains vols d'outils ou de fournitures (garnitures d'affût de canon, fil de carret, vieilles cordes même) sont, eux, des forfaits directs contre les stocks de la Marine. En temps de guerre cela s'apparente à une forme de sabotage. Les galères à vie peuvent alors être requises, ou plus généralement de fortes amendes de plusieurs centaines de livres. Comme dans tout port, le vol d'effets de prises et la contrebande de produits tropicaux importés sont des délits courants.

Plus spécifique aux ports de guerre est la crainte d'une « émotion » dans l'arsenal. Les mouvements sociaux n'y sont pas rares et ils paralyseraient les activités d'armement, de désarmement, de construction et de réparation de la flotte dans le port. Les conditions de vie très rudes dans les ateliers, le délai de paye, l'éloignement de la famille pour les ouvriers de levée¹, tout conduit à redouter des troubles. La désertion peut concerner non seulement ces derniers mais également les marins destinés à des navigations océaniques ou encore les soldats des corps expéditionnaires. Durant le conflit, l'afflux à Brest de nombreux prisonniers anglais ramenés par les escadres, les navires américains ou les corsaires, pose avec acuité le problème de la garde de centaines d'ennemis qui peuvent tenter de s'échapper et surtout d'espionner ou de saboter. Les Anglais organisés en groupes sont rapidement évacués sous escorte vers les châteaux de Dinan, Angers et même vers Rouen. Leurs officiers et *midships* sont conduits à Guingamp comme prisonniers sur parole. Militaires ou marins placés aux arrêts et prostituées viennent compléter cette population captive et dangereuse. Toujours plus redoutée est la chiourme : plus de 2000 bagnards. Les tentatives d'évasion comme les trafics qu'ils organisent ou génèrent contribuent à entretenir un climat d'insécurité. Le danger d'une révolte est ici permanent.

La sécurité militaire de la base est régie par « l'Ordonnance du Roy portant règlement sur le service dans les villes et port de Brest » du 11 août 1776 qui maintient la responsabilité de la sûreté dans chaque partie à son département de compétence : à la Marine, le port et arsenal, à la Guerre, la ville et la place-forte ainsi que le château. Elle détermine les droits de passage dans chaque secteur par les troupes de l'autre armée, dans un sens plutôt intelligent et souple². Les risques peuvent être ramenés à trois grands types : tout d'abord, le travail à Brest d'agents du renseignement naval britannique qui s'y livreraient à l'espionnage des moyens et des mouvements français, voire à une tentative de sabotage, ensuite l'engorgement du port par des prisonniers britanniques qui pourraient s'évader et semer la destruction dans la base, enfin une mutinerie, peu probable, de troupes étrangères au service de France.

L'obsession de l'espionnage est générale à l'époque. Il est évoqué par le marquis de Langeron³ dès avant le conflit : « En 1755 il vint icy deux lieutenants de vaisseaux anglais qui demandèrent à travailler dans le port de leur métier de charpentier, ils y furent reçus et travaillèrent à l'armement

1. Ouvriers de levée : Gens de mer, dans le système des Classes, les ouvriers de certaines professions maritimes sont levés en temps de guerre et dirigés vers les arsenaux pour y servir.

2. *Ordonnance du roi portant règlement sur le service dans les Ville et Port de Brest* (11 août 1776), *Annales Maritimes et Coloniales, Partie officielle, lois et ordonnances*, vol. 68, 1839, p. 300.

3. Charles Claude Andrault de Maulévrier, marquis de Langeron (1720-1792), lieutenant général des armées (1762), commandant la Division de Bretagne.

de l'escadre de M. du Bois de la Motte⁴. » Dès les débuts du réarmement, alors même que la guerre n'est encore qu'une hypothèse à plus ou moins long terme, l'ennemi ne fait aucun doute, et bien avant le 17 juin 1778. Une psychose de l'espion s'empare alors des autorités brestoises. Dès juin 1775, les sujets de Sa Gracieuse Majesté y sont interdits. Les entrées de civils sont restreintes dans l'arsenal, la correspondance qui quitte Brest après le départ ou le retour de l'escadre est suspectée et retardée (sans beaucoup d'effet). La police à Brest comme dans tous les ports de guerre est, à ce titre, principalement tournée vers le contrôle des étrangers.

Le rôle primordial joué par la base navale de Brest dans la guerre d'Amérique entraîne un accroissement des risques, comme des difficultés à y maintenir l'ordre. Ceci tient essentiellement à l'afflux de nouveaux hébergés comme de personnes de passage, officiers et entretenus, ouvriers et marins de levée, visiteurs, profiteurs et prostituées. La densité intra-muros plus forte accroît les crimes et délits, en particulier en matière économique. La société affiche au cours du conflit une violence ouverte, traduite par une augmentation des faits divers.

Ces troubles à l'ordre public plus fréquents sont principalement liés à la proportion des hommes dans la composition humaine de la base navale, plus déséquilibrée encore dans le temps de guerre. Le marquis de Langeron, particulièrement pieux (tout comme le comte d'Orvilliers⁵, commandant de la Marine, et madame), est particulièrement frappé par le relâchement moral. « L'on peut s'imaginer quelles sont les mœurs d'une ville dont le peuple, hommes et femmes s'en yvre tous les jours et souvent avant 7 heures du matin », écrit-il, avant de conclure que « l'ivrognerie et la débauche sont portés à l'excès⁶ ». L'alcoolisme le préoccupe ; il vise aussi les jeux.

De là découlent les autres troubles. Le libertinage serait une attitude habituelle des Brestois. Les bagarres entre soldats ivres sont confirmées par A. Lévy, dans ses travaux sur la population brestoise, qui évoquent « les nombreux témoignages de violence qui abondent dans la chronique nous retraçant les années 1776-1777 à Brest. Violence en particulier des affrontements entre civils et militaires ; la chronique brestoise est défrayée et cela se termine par des duels parfois mortels⁷ ». Suicides de marins et de militaires scandent journaux et registres paroissiaux. « Depuis un an on compte 12 à 15 suicides à Brest, tous dans le militaire⁸. » La prostitu-

4. Arch. mun. de Brest, 2S 29/1, s.d.

5. Louis Gillouet, comte d'Orvilliers (1710-1792), lieutenant général des armées navales (1777), commandant de la Marine à Brest (1775-1779).

6. Arch. mun. de Brest, 2S 13/1, Marquis de Langeron, *Brest. Mémoire général*, août 1776, p. 71-72.

7. LÉVY, A[ndré], *Brest et les Brestois (1720-1789), étude d'une croissance urbaine au XVIII^e siècle*, thèse de doctorat de III^e cycle, sous la direction de Jean DELUMEAU, Brest, UBO, 1986, p. 212-213.

8. MORVAN, H[enri], *Chronique d'un brestois anonyme contemporain de Louis XVI (1777-1778)*, mémoire de DES, Brest, UBO, 1966, p. 20, cité in LÉVY, A[ndré], *Brest et les Brestois...*, op. cit., p. 213-214.

tion pose aux autorités un problème moral mais fait surtout craindre le développement du mal vénérien parmi les équipages ou les bataillons, les avortements clandestins ou les abandons d'enfant, ainsi que les mariages forcés non sortables pour les fils nés.

La plus difficile à cerner reste la délinquance économique, favorisée par le *trend*. Ici, c'est l'augmentation déraisonnable des prix des produits de première nécessité raréfiés et du coût du logement qui en est la cause profonde. Nombre de militaires s'endettent auprès d'escrocs ; les usuriers pullulent, attirés par le montant des soldes versées à Brest à des hommes désœuvrés et esseulés.

Ce rapide survol permet de comprendre pourquoi la police de la base navale, au sens judiciaire ou administratif comme à celui du maintien de l'ordre, est de la première nécessité pour le pouvoir politique et le commandement brestois.

Des moyens de police limités à Brest

Dans une société toujours féodale il n'est pas de terre sans seigneur et il en est ainsi des villes en général et de Brest en particulier, qui est soumise à une justice seigneuriale. Le château de Brest forme la baronnie du Chastel, qui avait appartenu à Louise de Keroual, maîtresse de Charles II d'Angleterre au ^{xvii}^e siècle. Elle est détenue, dans les années 1770, par un grand noble, Armand Louis de Gontaut, duc de Biron et de Lauzun, qui joue par ailleurs un rôle dans la guerre d'Amérique. Le 11 mars 1778, peu avant le commencement de celle-ci, cette seigneurie est rachetée pour 3 908 000 L par Henri-Louis de Rohan, prince de Guémené⁹ ; ce noble de cour non-résident est représenté par ses officiers¹⁰. Si nous laissons de côté les autres juridictions spécialisées ayant alors l'exercice de la police à Brest (amirauté de Léon), trois polices s'exercent utilement entre les remparts : celle de la Marine, celle de l'Armée d'ailleurs multiple, enfin celle de la municipalité, bien insuffisante.

Le « port et arsenal » de Brest n'est pas un simple établissement militaire, mais une entité propre. Placé sous la direction d'un commissaire du roi, l'intendant de justice, police et finances de la Marine, également officier comme maître des requêtes, il ne ressortit pas des juridictions ordinaires. Cet intendant a d'ailleurs compétence pour toute la Bretagne, et pas seulement pour ce port. Tout ce qui se déroule dans les arsenaux ou ports de marine, sur les fortifications ou batteries maritimes relève de sa seule autorité, par le biais des commissaires des Ports et arsenaux ou aux Classes et de leurs archers. *Ratio materiae*, l'intendant de la Marine rend au nom du

9. MEYER, Jean, *La Noblesse bretonne au ^{xviii}^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972, p. 237.

10. Lunven de Coatiogan est « sénéchal et premier magistrat civil et de police de la juridiction du Chastel, sénéchal des régaires de Léon » en même temps que « avocat et procureur du Roi et de police de l'amirauté de Brest ».

roi la justice de l'arsenal de Brest dans son tribunal. Il dispose pour cela de sa propre force de police, active dans l'enceinte du port.

La prévôté de la Marine est pourvue, comme souvent sous l'Ancien Régime, d'une double compétence, judiciaire et policière. Elle fonctionne comme l'une des chambres de la juridiction du procureur de Brest qui est aussi le procureur de la prévôté, assisté d'un greffier, Siviniant¹¹. Le troisième membre de ce tribunal, le prévôt de la Marine, est « l'officier supérieur des archers de la marine¹² ». Moreau a été nommé à cette fonction à Brest le 1^{er} juin 1752 et se retire le 1^{er} novembre 1785¹³.

Les archers de la Marine, bras séculier de l'intendant, remplissent les fonctions de policiers et d'huissiers. Ils sont une dizaine, commandés par un exempt et un brigadier¹⁴.

« Sorte de milice sous les ordres de l'intendant, composant la prévôté de la marine [...] Ils arrêtent & conduisent les malfaiteurs soumis à la juridiction de l'intendant : au surplus, il y en a toujours un certain nombre, d'ordonnance dans son hôtel, pour porter ses ordres. Ils ont pour uniforme, habit bleu, parement, doublure, veste & culottes rouge, boutons argentés, chapeau bordé d'argent ; & une bandoulière avec les armes du roi : ils sont armés d'une épée & d'un mousqueton¹⁵. »

Pour l'essentiel les militaires en poste à Brest relèvent de la police prévôtale de leur régiment, particulièrement les Suisses, qu'ils soient de passage à Brest ou dans une autre garnison, particulièrement sourcilieux sur leur privilège de juridiction. Ils ressortissent de juridictions d'exception, les justices régimentaires pour certains bataillons, le conseil de guerre pour les officiers.

L'histoire de la police civile à Brest est complexe. D'abord parce qu'elle est comme souvent au XVIII^e siècle de compétence municipale, compétence disputée par les juges du lieu, au premier rang desquels le sénéchal, juge royal. Les juges sont au nombre de 20, dont les 18 officiers municipaux, le sénéchal et le procureur du Roi¹⁶. Brest cumule deux handicaps de poids : premièrement, l'incapacité réelle du corps élu à exercer cette compétence avec seulement cinq gradués dans un corps de ville où la « marchandise », mobilisée par ses autres missions immédiates, domine ; secondement, la faiblesse financière de la communauté qui apparaît dans toute son

11. « Siviniant fils, greffier de la prévôté de la Marine qui a été employé utilement dans plusieurs conseils de guerre tenus à Brest et particulièrement dans l'affaire de M. de K[er]guelen. » (Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1E 189, p. 149, 31 juillet 1775.) Ce personnage laisse éclater sa haine contre la noblesse sous la Révolution.

12. PANCKOUCKE, *Encyclopédie méthodique ou par ordre de matières ; par une société de gens de lettre, de savans et d'artistes, Marine*, Paris-Liège, 1787, art. Prévôt, t. III, p. 256.

13. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest R 2970. Arch. nat., Marine C2.

14. Un brigadier et onze archers. (Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest R 2970.)

15. Art. « Archers » dans : PANCKOUCKE, *Encyclopédie méthodique, Marine*, op. cit., t. I, p. 66.

16. Arch. mun. de Brest, 2S 29/10, *Mémoire sur la Police de Brest*, 1781.

ampleur ; c'est l'une des causes de la faiblesse de la police dans les villes du royaume.

L'inspecteur de police de Paris, Receveur, dresse en 1776 un bilan sans appel de la situation brestoise :

« À Brest, l'office de lieutenant général de police est réuni au Corps de ville, cependant c'est le sénéchal qui préside au tribunal de la police et, en son absence, c'est le maire de la ville, en la sienne ce sont les échevins [...] Il n'y a même pas de commissaire de police pour constater ces espèces de délit¹⁷. »

Comment est-on parvenu à une telle situation ? La lieutenance générale de police de Brest est vacante dès le 31 avril 1745, à la mort de son titulaire, Jean-Baptiste Avril, incapable dès 1730 mais qui en demandait fort cher et dont les héritiers laissent la charge tomber aux parties casuelles. La communauté souhaitait depuis 1718 l'acquérir¹⁸. Elle put enfin la lever aux parties casuelles et l'acheter au roi pour 1 650 L. L'arrêt d'union date du 19 février 1754 et les lettres patentes du 11 mars¹⁹. Les juges avaient bien demandé alors, mais en vain, que l'office fût réuni à la sénéchaussée ou conféré à Vincent Jourdain, lieutenant général de l'amirauté. De multiples querelles en étaient résultées avec appels à Rennes et à Versailles. À la veille de la guerre, l'office était retourné au roi par une nouvelle péripétie juridique. François Jourdain, avocat en parlement, c'est-à-dire titulaire d'une licence en droit, au nom duquel la ville avait fait expédier les provisions, était mort le 6 novembre 1775²⁰, sans avoir été remplacé dans l'année²¹. L'office était donc de nouveau retombé aux parties casuelles.

Une autre difficulté a trait aux rapports entre le nouveau sénéchal de Brest, Olivier de Bergevin, et la communauté, qui lui reproche la concentration par sa famille des charges de judicature locale. L'« Affaire Bergevin » dure plusieurs années. Labbé de Lezergant, sénéchal de Brest, prend sa retraite, et Olivier de Bergevin entend alors lui succéder²². Le 10 mai 1777, malgré la résistance des juges brestois qui forment un appel devant le parlement, il est installé avec l'appui du chancelier de France qui réussit à

17. Arch. mun. de Brest, 2S 29/5, *Réflexions et observations du Sieur Receveur à Monsieur le Marquis de Langeron Com[mandant les Troupes de Terre à Brest Sur l'Objet de la Police civile à établir dans ladite ville*, 10 octobre 1776.

18. LEVOT, P[rosper], *Histoire de la ville et du port de Brest*, t. III, *La ville depuis 1681*, rééd. Brionne, Le portulan, 1972, p. 109-112, 130-131.

19. Arch. mun. de Brest, 2S 29/10, *Mémoire sur la Police de Brest*.

20. Arch. mun. de Brest, paroisse Saint-Louis de Brest, sépultures, 7 novembre 1775, f° 23 v°.

21. Arch. mun. de Brest, 2S 29/13, *Copie de la lettre écrite par M. Bertrand de Molleville à M[onsieur] le Garde des Sceaux, le 6 may 1785*. François Jourdain pourrait être le maire par commission de Brest (août-décembre 1747), avocat à la cour et conseiller au siège de l'amirauté de Léon (LEVOT, P[rosper], *Histoire de la ville...*, *op. cit.*, p. 94.)

22. Olivier de Bergevin (1750-1818) acquiert, le 31 juillet 1776, de Alexis Labbé de Lézergant l'office de conseiller sénéchal et premier magistrat civil, militaire et criminel en les juridictions de Brest et de Saint-Renan.

éviter un procès devant la haute cour. « Le S[ieu]r Bergevin fils est installé aujourd'hui dans la charge de Sénéchal de Brest. Il a eu bien des obstacles à surmonter & il n'y est parvenu qu'à force de peine & d'argent²³. »

S'il existe à Brest une police peu nombreuse, un corps de garde municipal est attesté, mais des difficultés importantes sont soulevées à son sujet²⁴. La surveillance des fortifications et l'ordre public en ville sont assurés par un ou deux bataillons d'infanterie, celle de l'arsenal par les Suisses, consignes et portiers et les soldats de Marine.

Désarroi et interventions du commandement brestois

Le constat que dresse à son arrivée à Brest, le marquis de Langeron, lieutenant général des Armées commandant la Division de Bretagne²⁵, en 1776, est lucide mais un peu désabusé : « Aucune ville n'auroit plus besoin d'être éclairée la nuit, mais il n'y a aucune police, il n'y a même point de Lieutenant de Police²⁶. » Dans un premier temps, la réaction du militaire devant le désordre dans sa principale place forte est immédiate ; il y confisque de fait la police. Il prend quatre mesures martiales :

« Je n'en ai point trouvé de meilleur que de faire chasser de la ville tous les mendiant[s] étrangers et les gens sans aveu. Les gardes à l'avenir ne laisseront entrer aucun mendiant.

2°. J'ai demandé à la Cour qu'un Exempt de la Police de Paris vienne passer trois mois à Brest pour purger la ville et les faux bourgs de tous les mauvais garnements et monter la police.

3°. J'ai engagé les magistrats à faire un règlement de Police et il va être envoyé au conseil pour y être homologué.

4°. Avec beaucoup d'exactitude dans le service, et des patrouilles des deux services les nuits seront plus tranquilles²⁷. »

Leur dureté paraît avoir été assez mal vécue par les autorités judiciaires locales, les habitants et même certains personnels de la Marine. Dès 1776, des patrouilles de soldats des deux départements tournent en ville. Elles ont ordre de surveiller en particulier les cabarets et les nombreux débits de boisson provisoires, simples baraques établies sur le glacis même des fortifications, voire sur les chantiers. Les soldats de service doivent y relever les noms des travailleurs rencontrés et les remettre à leurs officiers. Mais les militaires ne sont pas des policiers, comme vient le rappeler un fait divers du 4 août 1776 :

23. Arch. dép. du Finistère, 100J 1666, 10 mai 1777.

24. Sur les difficultés pour le corps de garde, cf. LEVOT, P[rosper], *Histoire de la ville...*, *op. cit.*

25. Division de Bretagne : commandement opérationnel de l'Armée royale, après les réformes de Saint-Germain (1776), correspondant à sept des diocèses bretons, à l'exception du comté nantais et du ressort de l'évêché de Rennes.

26. Arch. mun. de Brest, 2S 13/1, Marquis de Langeron, *Brest. Mémoire général*, août 1776, p. 71-72.

27. *Ibidem*, p. 96.

« Un soldat de la Marine faisoit tapage à Recouvrance cet après-midi ; un sergent de son corps ne pouvant le réduire appelle la garde ; deux soldats de terre s'emparent du tapageur & le conduisent entre eux ; il s'échappe, ils le poursuivent et ne pouvant l'atteindre un d'eux tire & le manque, son camarade tire aussi & lui perce [?] une balle dans le corps, ce qui ne l'a pas empêché de faire encore une centaine de pas. On l'a porté vers l'hôpital à 5 h, à 8 h il est mort²⁸. »

Le coupable que la Marine refuse de juger est admonesté et puis finalement gracié par son régiment.

La troupe continue d'être utilisée durant la guerre. Les conseils de « Malgouette », probablement Margouët, l'aide-major de la place, tentent de donner une méthode au maintien de l'ordre²⁹. Dès 1778, le comte de Langeron³⁰ donne des instructions précises sur les débits de boissons à inspecter : « Il y a un café auprès de la rue de la Vérité appelé des 4 nations qui m'est fort suspect. Il est bon de le veiller. Il y a des Bains établis au Bois d'Amour. C'est un musicien de la Marine qui les tient³¹. » Dès juillet 1776, le marquis de Langeron fait arrêter et transporter à Rennes les prostituées :

« Chaque état a ses billards, ses cabarets, ses lieux de débauche sans compter la rue de Keravel, les pont[s] de terre et Recouvrance qui y sont spécialement affectés. [...] Depuis quelques mois l'État Major a arrêté et envoyé à Rennes 65 filles et il ne paroît pas qu'on en ait diminué le nombre³². »

La répression de la prostitution par l'éloignement serait efficace d'après le comte, son frère qui écrit qu'« il a été envoyé à Rennes depuis le 1^{er} juillet 1776 [...] 76 filles, il y en a encor[e] 4 au Château, il en reste peu aux environs de la ville³³ ». Il faut en déduire un minimum de plusieurs centaines de prostituées, dont toutes ne sont pas « bourgeoises », beaucoup sont rurales ; elles tentent les soldats employés aux travaux des fortifications, que les corps de garde de la place doivent empêcher de les rejoindre. La suite le confirme avec une véritable géographie de l'insécurité et des milieux interlopes brestois : « Les faux bourgs de Kerambecam et Coatardeven sont le refuge des voleurs, contrebandiers, et filles chapées de Brest et d'ailleurs³⁴. » La prostitution se maintient au cours du conflit. Deux listes de détenues pour la maison de force montrent une origine provinciale,

28. Arch. dép. du Finistère, 100J 1666.

29. Arch. mun. de Brest, 2S 29/6, Malgouette [sic], *Projet nécessaire à mettre à exécution à Brest, pour découvrir les malintentionnés, s'il y en avoit ou qu'il en vint, ainsi que les gens sans aveu*, 20 octobre 1776.

30. Alexandre Nicolas Claude Hector de Maulévrier, comte de Langeron (1732-An XI), maréchal de camp (1770), commandant des troupes à Brest.

31. Arch. mun. de Brest, 2S 29/4, Comte de Langeron, s.d. (ca 1776.)

32. Arch. mun. de Brest, 2S 13/1, p. 96, Marquis de Langeron, *Brest. Mémoire général*, août 1776.

33. Arch. mun. de Brest, 2S 29/4, Comte de Langeron, s.d. (ca 1776.)

34. Arch. mun. de Brest, 2S 13/1, p. 96, *op. cit.*

locale et du nord de la Bretagne. Elles sont enfermées au château entre 8 et 92 jours, un mois en moyenne. Leur nombre est de 45 environ³⁵.

Dans ce premier temps, le commandant des troupes de Terre à Brest utilise, les forces de police disponibles, comme la prévôté de la Marine : « Je me suis souvent servi du s[ieu]r Monnier, Exempt de la Prévôté qui est intelligent et propre à employer à la Police³⁶. » Le Monnier est exempt depuis le 1^{er} février 1768; il est fait lieutenant de la prévôté de la Marine, après le conflit, le 6 avril 1783, avec une gratification extraordinaire de 600 L³⁷.

La loi martiale qui règne à Brest est d'une part sans fondements légaux et d'autre part assez mal exercée par la troupe. Dans un second temps, le marquis de Langeron étudie donc les moyens de mettre sur pied une vraie police³⁸. C'est la difficile mise en place de la police royale autour de la base, dans ses faubourgs qui comprennent le chantier de fortifications du Bouguen. Les plus proches brigades de maréchaussée, dont la carte est calquée sur celle des anciennes juridictions féodales, sont celles de Lesneven et de Landerneau³⁹. À la demande du marquis, Claude Pétiet, subdélégué général à Rennes, en charge des questions militaires, écrit à MM. les maire et échevins, le 26 janvier 1777 : « Le Roy [...] ayant trouvé nécessaire au bien de Son Service d'ordonner l'Établissement d'une Brigade de Maréchaussée dans le faubourg de Brest, composé d'un Brigadier et de trois cavaliers; les ordres ont été donnés en conséquence à M. De La Glétière, Prévôt général à Rennes⁴⁰. » Elle est établie en mars⁴¹. La rotation des brigadiers y est assez rapide⁴².

Le caractère impérieux et colérique du comte de Langeron se heurte assez vite aux tentatives de résistance des autorités locales. Le marquis entre à son tour en conflit avec Bergevin qui s'oppose à la création de sa police. Le marquis de Langeron, furieux, rédige, un mémoire au ministre où il stigmatise la famille Bergevin, à laquelle il reproche violemment le vide juridique brestois et sa noblesse récente. Elle « y possède cinq des premières places. Il est démontré que cette famille seule s'oppose à l'établissement

35. Archives dép. d'Ille-et-Vilaine C 984, *État des filles ou femmes prostituées détenues au Château de Brest, destinées pour la maison de force*, 2 mai et 3 septembre 1781.

36. Arch. mun. de Brest, 2S 29/4.

37. Arch. nat., Marine C2.

38. Arch. mun. de Brest, 2S 29/2, Anonyme [Comte de Langeron?], *Réflexions sur Brest*. Projet de règlement de police portant création d'un major, d'un aide-major, de deux commissaires, d'un inspecteur, d'un sous-inspecteur et de deux commis et de juges chargés de la répression des délits, s.d.

39. Arch. mun. de Brest, *Ibidem*, p. 72.

40. Arch. mun. de Brest, EE 5/7, Pétiet à MM. les maire et échevins, 26 janvier 1777. Jacques Sébastien Jean Gardin de la Glestière (1726-1794), lieutenant du prévôt général à Rennes en 1755.

41. Arch. mun. de Brest, EE 5/30, Melesse à l'intendant, s.d. [1777].

42. Arch. mun. de Brest, EE 5/14, 15 et 30. Hirel de Choisy, de la brigade de Guingamp, jusqu'au 1^{er} juillet 1778, Jacques Arnoult, de la brigade de Vannes, jusqu'au 8 septembre 1780, Christophe Blondelets, depuis le 8 septembre 1780.

d'une police militaire, et que par les différents mémoires qu'elle envoie au Parlement elle échauffe la résistance de ce corps de Magistrats⁴³ ». Pourtant entre la compétence restreinte de la prévôté de la Marine et celle de la maréchaussée hors les fortifications, il demeure le vaste no man's land de la ville et de la place, pour lequel le marquis de Langeron entre en conflit avec le siège royal afin d'y établir une police. Sans date, des *Réflexions sur Brest* sont un mémoire anonyme sur le manque d'organisation de la police brestoïse⁴⁴.

La recréation de la police civile à Brest et ses difficultés

Redresser la situation revient pour les généraux nommés à Brest par le pouvoir royal à recréer de fait une police civile. La principale difficulté prévisible est l'opposition à cette tentative de prise de contrôle étatique de la communauté de ville jalouse de ses privilèges. Un autre point est la connaissance évidemment limitée des aspects techniques de la police par les commandants.

Le corps municipal est conscient que l'absence de police à Brest, qu'il aurait dû exercer, entraîne l'impatience des militaires. Afin de défendre son office, il prend l'initiative de rapporter à l'intendant « les règlements violés dans toutes leurs dispositions » à Brest et Recouvrance, par les militaires en matière de police. Les édiles reconnaissent quant à la police qu'ils « ne peuvent se livrer entièrement à l'exercice de cette partie de l'administration publique dont les détails multipliés sont immenses ». Pourtant, ils se revendiquent de l'union de l'office de lieutenant général de police au corps municipal par lequel « tous les membres qui composent la communauté sont devenus juges de ce siège. Tous ont droit de faire, et font en effet suivant les circonstances, les fonctions de commissaire ». Leur « qualité éminente » est selon eux une meilleure garantie que celle de simples commissaires. Aussi demandent-ils la nomination d'un des leurs dans cette fonction⁴⁵. La réaction du pouvoir central ne tarde pas.

La mission de Receveur (1776)

Le marquis de Langeron ayant représenté à la Cour en 1776 la ville de Brest sans police, « MM. les ministres de la Guerre et de la Marine envoyèrent à Brest dans les 1^{ers} jours d'octobre le S[ieu]r Receveur chargé de la Sûreté de Paris et le chargèrent de travailler à un projet de rétablissement de police⁴⁶ ».

43. Arch. mun. de Brest, EE 6/18, *Nottes sur l'établissement d'une police militaire*. 15 février 1780. [Signé L.M.D.M., Paris, 15 février 1782], cahier.

44. Arch. mun. de Brest, 2S 29/1.

45. Arch. mun. de Brest, 2S 29/3, *Copie de la délibération de la Communauté de Brest, relativement à l'exercice de la police dans cette ville*, 7 septembre 1776.

46. Arch. mun. de Brest, 2S 29/8, *Mémoire*, Paris, 30 janvier 1777.

Le besoin d'expertise conduit à faire appel à un inspecteur de police de Paris qui, et c'est une demande des généraux, est un officier de fortune sorti du rang, qui a occupé des fonctions de prévôt militaire. Fils d'un loueur de carrosses de la capitale, François-Hubert Receveur entra comme soldat en 1741 au régiment du Roi-Infanterie où il servit cinq ans, dont deux comme grenadier. Il fit quatre campagnes, fut deux fois blessé et fut admis pour la seconde blessure à l'hôtel des Invalides en 1745. Guéri l'année suivante, il passa dans Harcourt-Dragons pour sept années de service, dont quatre comme maréchal des logis de la troupe à pied. En trois nouvelles campagnes, il fut deux fois blessé et reçu bas-officier à l'hôtel en 1753. Il s'orienta alors vers les missions de police militaire. Il entra jusqu'en 1757 dans la connétablie comme brigadier. Il fut ensuite officier de la prévôté aux armées jusqu'à la paix et effectua sept campagnes. Son expérience y fut distinguée plusieurs fois comme prévôt dans le duché de Clèves, puis dans la police des quartiers généraux du marquis de Monteynard, futur secrétaire d'État à la Guerre. Il se chargea en Hollande de la capture d'émissaires ennemis. Le 25 février 1768, il fut une troisième fois reçu capitaine de première classe aux Invalides car il avait servi cinq ans dans les troupes avec le grade dans lequel il y était entré. Son service au commencement de 1763 dans la « partie de la sûreté de Paris » explique également son choix. Sous Sartine, lieutenant général de police depuis 1759, « il a arrêté au moins 4 000 voleurs, dont la majeure partie a été condamnée à la mort et aux galères. Détruit dans Paris plus de 10 bandes, ce qui a assuré la tranquillité de cette capitale. Dans les provinces, celle de Dourdans, de Sens, d'Angers & a fait connoître et détruit la race des Bohémiens » dont il envoya plus de 200 aux galères ou à la mort, avec 200 voleurs de grand chemin en sus, affirme-t-il. Surtout, il a l'expérience de la police administrative (surveillance de l'émigration des compétences vers l'étranger, dont la Russie, embauche de soldats ou extinction des jésuites) ; envoyé aux ministres par les magistrats, ses supérieurs, il voyagea en Espagne dans les Pyrénées et fut chargé des « affaires contre Louis XV » et « des plaisirs des ministres⁴⁷ ». Il est enfin l'homme de l'établissement de la police dans la ville de Brest⁴⁸.

Le marquis de Langeron, commandant la Division de Bretagne, lui communique pour examen le règlement général de police pour la ville que lui a remis la communauté et qu'il a transmis au comte de Saint-Germain, ministre de la Guerre, le 4 octobre 1776. Receveur trouve les moyens sages (et puisés dans le *Traité de la police* de Delamare⁴⁹). Il préfère toutefois que le règlement soit fixé par une ordonnance du roi, ce qui est acquis. Les deux

47. Il est ainsi envoyé à Rochefort, par Sartine, pour procéder à l'arrestation, fort courttoise au demeurant, de Jean-Michel Bréard (1711-1777), ordonnateur du Canada puis trésorier de France en Saintonge, dans l'affaire des administrateurs du Canada.

48. Arch. mun. de Brest, 2S 29/7, *État des services militaires du Sieur Receveur, capitaine de la 1^{ère} classe pensionné à l'hôtel royal des Invalides, formant 36 ans et demi accomplis en X^{bre} 1776*.

49. DELAMARE, Nicolas, *Traité de la police*, 3 vol., 1722.

commandants de leur côté souhaitent un officier militaire à la tête de cette institution :

« Parce qu'alors les fonctions qu'il exerceroit étant presque toutes énoncées et prévues dans les ordon[n]ances législatives, il ne pourroit éviter de se trouver à tout moment en conflit avec les juges royaux, auxquels sont confiés les ordonnances et règlements de police civile; il faudroit donc que l'ordonnance projetée soit exécutée par les officiers de police, soutenus et protégés, ainsi que toutes les ordonnances militaires le prescrivent par les com[m]andans des places. »

Receveur distingue la surveillance des étrangers et usuriers, soulignée par les commandants, des compétences à laisser aux juges royaux (les jeux, les fripiers brocanteurs, les courtiers d'affaire ou les approvisionnements). Il propose de nommer un lieutenant général de police, obligatoirement brestois, et 4 à 6 commissaires. Ses deux principales réserves portent sur l'impossibilité d'exécuter l'ordonnance avec moins de 15 000 L par an et les conflits prévisibles avec les juges de police et les autres juridictions particulières (amirauté, prévôté de la Marine, Le Chastel à Recouvrance). « Je ne vois donc autre chose à faire que de tâcher de monter cette police civile petit à petit » conclut-il⁵⁰. Retour à Paris, le 5 novembre, Receveur, malade, écrit au marquis de Langeron le 8. Il souhaite ajouter quelques articles sur l'usure et indique que les frais de fonctionnement seraient pris sur l'eau-de-vie qui entre dans Brest à raison de 5 s par pot d'entrée, soit (ce qui paraît optimiste) 150 000 L pour 5 000 barriques, pour un coût de la police désormais estimé de 35 à 40 000 L⁵¹.

Manœuvres du pouvoir et résistance de la ville

Les autorités royales envisagent simplement de rétablir une charge tombée en désuétude. Mais elles ne peuvent trouver à Brest le brevet de major de police du quartier général de Lozou (1757) ou de Coutailloux (1761). Cette première idée doit alors être abandonnée. Les deux ministres concernés et Amelot, ministre de la Bretagne⁵², pensent que pour établir cette police indispensable, il est nécessaire de faire rapporter au conseil afin de trancher. Aussi, le 30 janvier, le marquis de Langeron propose-t-il de donner des éclaircissements à l'intendant de Bretagne⁵³. En effet, le corps de ville fait montre d'une certaine résistance face aux vellétés policières du pouvoir central. De

50. Arch. mun. de Brest, 2S 29/5, *Réflexions et observations du Sieur Receveur à Monsieur le Marquis de Langeron Com[m]andant les Troupes de Terre à Brest Sur l'Objet de la Police civile à établir dans lad[i]te ville*, 10 octobre 1776.

51. Arch. mun. de Brest, 2S 29/7, Receveur au marquis de Langeron, Paris, 8 novembre 1776.

52. Antoine Jean Amelot de Chaillou (1732-1795), parent de Maurepas et fils d'un ministre, secrétaire d'État à la Maison du Roi (1776-1783). En plus de son département chaque secrétaire reçoit l'administration d'un quart des intendances. Comme ancien intendant des Finances chargé des droits relatifs aux offices son avis sur la charge de police est doublement autorisé.

53. Arch. mun. de Brest, 2S 29/8, *Mémoire*, Paris, 30 janvier 1777.

plus, le torchon brûle entre les juges brestois et les militaires. À la demande du lieutenant de Roi, d'Antin, de garder en prison un habitant saisi sur ses instructions et remis à la justice civile, la réponse est sans appel : « Ce tribunal a délibéré que tous les habitants qui seroi[en]t emprisonnés par les ordres de M. d'Antin seroi[en]t élargi[s] dans l'instant⁵⁴. »

L'intendant de Bretagne charge un édile de la police civile

En dépit des suppliques de Receveur, celui-ci n'est pas désigné pour l'exécution de la police qu'il a établie et pour laquelle il demande sa nomination ainsi que la croix⁵⁵. Il obtient cette dernière⁵⁶, mais doit reprendre à Paris ses fonctions d'inspecteur. Afin de parer à la confiscation de la police par l'État, en l'occurrence par les Langeron, les officiers municipaux prennent les devants, prétextant leur accaparement par les tâches municipales.

« Ils sollicitèrent en 1776 l'agrément qu'ils obtinrent de M. L'Intendant de Bretagne, de charger l'un des membres du corps de ville de l'exercice extérieur de la Police, se réservant individuellement le droit d'agir à volonté. Le S[ieu]r Guesnet avocat en parlement s'[en] est constamment montré digne [...] mais ce juge départi n'a qu'une autorité précaire et subordonnée au siège assemblé⁵⁷. »

La charge de lieutenant général de police de Brest est, d'une certaine manière, recréée par délégation du conseil municipal à l'un de ses membres, Guesnet, un licencié en droit, conseiller de police déjà en 1775 donc spécialisé⁵⁸. François-Marie Guesnet de Kerilis est « avocat en parlement, notaire de la sénéchaussée et juridiction royale de Brest, conseiller du Roi, conseiller de service de la ville et communauté de Brest et, en cette qualité, juge du siège royal de police audit lieu⁵⁹ » ; en 1780 il vend son office notarial, dont l'exercice était vraisemblablement incompatible avec la charge de lieutenant général⁶⁰.

Son action est bien vue des commandants de la Marine et de Terre au cours de la guerre. Le jugement du comte de Langeron est plus réservé sur son statut : « M. Guesnet, commissaire de police [...] est en contradiction perpétuelle avec le procureur du Roy, même avec les officiers de la Communauté qui craignent s'il fait quelque chose de bien que la Gloire ne retombe pas sur eux⁶¹ ! »

54. Arch. mun. de Brest., 2S 29/9, 21 mai 1777.

55. Arch. mun. de Brest, 2S 29/7, *État des services militaires du Sieur Receveur, capitaine de la 1^{ère} classe pensionné à l'hôtel royal des Invalides, formant 36 ans et demi accomplis en X^{bre} 1776*.

56. *Almanach* de 1788.

57. Arch. mun. de Brest, 2S 29/10, *op. cit.*

58. Arch. dép. du Finistère, B 2399.

59. Arch. dép. du Finistère, B 2402.

60. Arch. dép. du Finistère, B 1839.

61. Arch. mun. de Brest, 2S 29/4. Guesnet décède à 65 ans, le 17 janvier 1810 dans les fonctions de procureur impérial près le Tribunal civil de la ville de Brest (Brest, État civil, décès, 18 janvier 1810, f° 13 r°).

Quelle forme revêt la police de Guesnet ? En 1785 :

« L'exercice actuel de la police coûte annuellement à la ville 3600 L, savoir : 1800 L au S. Guesnet, les gages de quatre sergents 800 L ; leur habillement 500 L et les frais d'impression et menus objets environ 500 L⁶². »

La tentative de dissociation de l'office et de la communauté

L'idée de rétablir la charge de lieutenant général de police à Brest est le fait de Le Noir, successeur de Sartine comme lieutenant général de police à Paris. Cette précision n'est pas inutile. En 1781, le magistrat parisien demande à ce sujet des éclaircissements qui lui sont envoyés par Brest (nous y voyons le *Mémoire sur la Police de Brest*)⁶³.

Afin d'avoir comme interlocuteur, non 20 lieutenants généraux de police, les juges, mais un seul, Brest propose au cabinet de s'inspirer de l'exemple de Troyes, en Champagne, où pour les mêmes motifs, le roi a désuni, par ses lettres patentes en forme de déclaration données à Versailles le 30 mai 1781, registrées au Parlement de Paris sans modification le 28, l'office de lieutenant général de police à Troyes des officiers du bailliage⁶⁴. « Ce qui s'est exécuté dans cette ville peut, et même doit s'exécuter à Brest, plus pressamment encore⁶⁵. »

Engagée, la demande de disjonction de l'office de lieutenant général de police de Brest et du « corps des officiers de sénéchaussée [*sic*] » de la ville n'est toujours pas opérée après la guerre. Le maréchal de Castries, ministre de la Marine, écrit le 15 avril 1785 à Foullon pour accélérer cette affaire. Celui-ci lui répond, le 22, attendre le rapport de l'intendant, consulté dès le 22 décembre 1784 par le garde des sceaux⁶⁶ à la suite d'une proposition de désunion par Guesnet, le 22 décembre 1784⁶⁷.

Dans les réponses de Bertrand de Molleville, intendant de Bretagne, au garde des sceaux du 6 mai 1785, sont examinés l'historique de la désunion et les obstacles de nature juridique ou financière. Elles sont complétées par des observations brestoises du 20 mai. Une erreur est commise dans la demande : l'office est réuni à la communauté et non à la sénéchaussée (le sénéchal a seulement le droit de présider). Les principaux obstacles sont financiers. D'abord, la crainte de devoir rembourser la communauté n'est

62. Arch. mun. de Brest, 2S 29/13, *Copie de la lettre écrite par M. Bertrand de Molleville à M[onsei]g[neu]r le Garde des Sceaux, le 6 may 1785.*

63. *Ibidem.*

64. L'office de lieutenant général de police de cette ville est une propriété collective jusqu'en 1781 (corps des officiers du bailliage), alors qu'elle est ensuite détenue par un seul titulaire, après désunion de l'office et de ceux du bailliage. (RICOMMARD, J., *La Lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 1934, 545 p.)

65. Arch. mun. de Brest, 2S 29/10, *Mémoire sur la Police de Brest*, 1781.

66. Arch. mun. de Brest, 2S 29/14, *Copie de la lettre écrite à M. le M[aréch]al de Castries par M. Foullon de Doué à Paris le 22 avril 1785.*

67. Arch. mun. de Brest, 2S 29/13, *Copie de la lettre écrite par M. Bertrand de Molleville à M[onsei]g[neu]r le Garde des Sceaux, le 6 may 1785.*

pas fondée, le lieutenant général de police, Jourdain, étant mort sans avoir été remplacé dans l'année. Guesnet est reconnu capable, mais il est sans fortune et le garde des sceaux veut un lieutenant général d'une « aisance honnête » pour ne pas avoir à lui accorder un traitement considérable. De plus, du personnel lui est nécessaire. Il est encore observé que la ville de Nantes sollicite dans le même moment une pareille désunion⁶⁸. Le cas de Brest s'inscrit pour la police civile dans le cadre général de la séparation des fonctions municipales d'administration et de police. Est jointe à cet échange une « Copie des lettres patentes du Roi portant désunion de l'office de lieutenant général de police à Troyes, des Officiers de baillage de ladite ville, pour être dorénavant exercé par un seul officier en titre⁶⁹ ».

L'invention d'une police militaire à Brest et L'Orient

Le succès de la démarche de la ville et la nomination de Guesnet n'ont pas permis de résoudre certaines des demandes des deux commandants brestois en ce qui concerne la surveillance des étrangers et de l'« espace-arsenal » par un officier militaire.

« Les désordres sur lesquels M[essieu]rs les commandans insistent le plus sont les enrégistremens des étrangers, qui arrivent dans la ville, l'usure excessive qu'exerce nombre de particuliers envers les jeunes gens des deux corps de terre et de mer, qui font des affaires avec eux pour leur procurer de l'argent, et la débauche des femmes [...]. »

« Les com[m]andans désireroient que par un article de l'ordonnance future [de police civile] Sa Majesté annonça eu égard à l'importance du Port de Brest qui exige plus de précaution que dans toute autre place, la création d'un officier militaire, avec lettres de service de capitaine aide-major de la place, et de la Marine, et conséquemment nommé par les deux ministères [...] La nécessité de l'établissement de cet officier dérive en partie de l'empêchement où seroit les magistrats et commissaires de police de porter leurs vigilances dans le port, arsenal, chantier, magasins et enfin dans le Bagne où il se fait continuellement des recélages de vols⁷⁰. »

La seule solution apparaît être la création d'une police militaire *ad hoc* à Brest. Elle est l'œuvre du ministre de la Marine, Sartine, et en dépit d'une action mal connue, mais estimée des généraux sur place, elle perdure jusqu'à la Révolution.

Une initiative de Sartine

L'inspecteur Dijon attribue bien au ministre secrétaire d'État à la marine la paternité de l'établissement à Brest d'une police militaire. « Dans la vue

68. *Ibidem*.

69. Arch. mun. de Brest, 2S 29/12, 30 mai 1781.

70. Arch. mun. de Brest, 2S 29/5, *Réflexions et observations du Sieur Receveur à Monsieur le Marquis de Langeron Com[m]andant les Troupes de Terre à Brest Sur l'Objet de la Police civile à établir dans lad[i]te ville*, 10 octobre 1776.

de surveiller les Étrangers pendant la dernière guerre, M. de Sartine avoit envoyé en 1779 deux Inspecteurs de Police en ces Ports⁷¹. »

Une remarque liminaire s'impose quant à cet organisme, totalement étranger dans sa conception aux habitudes du temps. Sartine, ancien lieutenant général de police de Paris, fidèle à son expérience⁷², décide de mettre en place des hommes à lui, passant par-dessus les privilèges locaux, afin de conserver un contrôle sur la base navale. Il va plus loin puisqu'il crée un organisme interarmées, tenant à la fois de la Marine et de l'Armée, et recevant même un pouvoir exorbitant, et alors très inhabituel : le droit de suite dans la ville de Brest et son hinterland, au moins la basse-Bretagne. La base navale est entendue pour la première fois comme une entité administrative *sui generis*. Il s'agit clairement d'une étatisation du maintien de l'ordre à Brest, si chaotique et démunie, par le pouvoir central qui se substitue aux autorités municipales défailtantes et de toute manière incompétentes dans l'arsenal et hors leur ban. Un « projet de police », sans date, semble avoir servi de matrice à l'organisation de la police militaire de Brest. Il insiste sur la dépendance des quelques personnels envers les deux commandants, établit un juge d'attribution, et donne compétence à ces policiers sur la ville, l'arsenal et les faubourgs en tous lieux. Il termine en proposant pour major et aide-major Buhot et Dijon, inspecteurs de police (à Paris)⁷³. Deux textes de 1779 et de 1783 établissent à Brest et L'Orient, les deux principales bases et chantiers navals militaires de Bretagne, ainsi qu'à Roscoff, port parlementaire⁷⁴ avec l'Angleterre, une sécurité militaire. Celle-ci offre la particularité d'être soumise à l'autorité conjointe des commandants de la Marine et des troupes de Terre à Brest. Le directeur en est financé par moitié sur les deux départements ministériels.

C'est seulement le 15 avril 1780 que le comte de Langeron porte à la connaissance de MM. les juges royaux de police de Brest que « l'intention du Roy étant d'établir une police militaire à Brest, il a commis M[essieu]rs Buhot et Sarraire pour l'exercer, sous les ordres immédiats des commandants de Terre et de Mer, et m'a adressé ses ordres en conséquence ». Il tente alors de les rassurer en leur montrant que ceux-ci ne les privent pas de leurs droits puisqu'ils continuent de juger leurs cas ordinaires. La discussion n'est de toute manière guère de circonstance. Il conclut abruptement : « Je vous préviens que j'ai ordonné à M[essieu]rs Buhot et Sarraire d'exercer leurs fonctions ». Il joint à sa lettre une copie du texte d'institution :

71. Arch. nat., Marine C7/116, *Gauvenet Dijon*.

72. LE MAIRE, Jean-Baptiste-Charles, *La police de Paris en 1770 : mémoire inédit composé par ordre de G. de Sartine sur la demande de Marie-Thérèse*, Paris, 1879, 136 p.

73. Arch. mun. de Brest, 2S 29/2.

74. Port parlementaire : port convenu entre belligérants afin d'y recevoir des bâtiments parlementaires ou « cartel », neutralisés et chargés notamment du transport des prisonniers échangés.

« De par le Roy,

« Sa Majesté considérant qu'il importe au bien et à la sûreté de son service, d'établir dans la Ville et Port de Brest une police particulière [...] Pour cet effet Sa Majesté a commis et commet les S[ieu]rs Buhot et Sarraire, pour en qualité d'Inspecteur de la Police militaire à Brest exercer la d[ite] police, sous l'autorité immédiate et absolue des commandants de la Ville et du Port, tant à l'intérieur de la Ville, Port et arsenal, qu'à l'extérieur, et veiller à la sûreté d'iceux. »

Cette ordonnance de Louis XVI, contresignée de Montbarrey, ministre de la Guerre, est cependant largement antérieure à sa communication aux autorités locales. Elle a été prise à Versailles le 2 décembre 1779, soit plus de quatre mois auparavant, et bien avant les premières missions des inspecteurs à Brest. Elle reprend le projet conservé à Brest presque mot pour mot : les policiers reçoivent une large inspection sur tous les lieux, les commandants leur prêtent main-forte, la police des mendiants et gens sans aveu est particulièrement soulignée, étant à l'origine de leur institution. Il faut noter qu'ils ne font rapport qu'aux commandants, desquels ils reçoivent directement leurs ordres, et que ces derniers défèrent ou non les interpellés devant la juridiction compétente. C'est une pratique discrétionnaire. Le roi termine par un avertissement lourd de menace : « Sa Majesté défendant très expressément à tous juges, officiers de police et autres de troubler lesd[its] S[ieu]rs Buhot et Sarraire dans aucune de leurs fonctions en quelque manière que ce soit, à peine de désobéissance⁷⁵. »

Pour mettre en œuvre la nouvelle structure, dans une période de forte tension, le ministre de la marine veut compter sur des hommes d'expérience.

De grands inspecteurs parisiens

Comme nous l'avons montré, l'enjeu est tel au cours du conflit américain que la monarchie dirige vers Brest les meilleurs des différents corps de l'État, c'est également le cas pour la police militaire qui est constituée à partir de l'élite parisienne. Sartine avait pris l'habitude d'employer aussi pour son renseignement à Paris des inspecteurs de police à la retraite. Par son emploi précédent, puis par l'entremise de Le Noir, son successeur à la lieutenance générale de police de Paris, le ministre de la Marine est à même de choisir des policiers d'élite, évidemment parisiens et connaisseurs des questions militaires. D'ailleurs les deux premiers directeurs de la police militaire sont d'anciens officiers de fortune de la Marine ou de l'Armée. C'est une tradition du XVIII^e siècle que le réemploi d'anciens soldats comme agents de la force publique. Au cours de la guerre, deux inspecteurs de police militaire sont en poste à Brest ensemble.

75. Arch. dép. du Finistère, B 2402.

Les directeurs de la Police militaire à Brest

SARRAIRE, « Inspecteur commis par le Roi pour la police militaire à Brest »	1779-† 10 août 1780
BUHOT, inspecteur de police	1779-av. 1785
DIJON, inspecteur de police	Av. mai 1782-1788

« Sieur Étienne François Sarraire ancien officier de Marine, capitaine d'Infanterie, conseiller du Roi, inspecteur de police honoraire de la Ville de Paris, Inspecteur commis par le Roi pour la police militaire à Brest, pensionnaire de Sa Majesté et chevalier de l'ordre royal et militaire de S[ain]t-Louis⁷⁶ » est un homme d'envergure. Envergure financière tout d'abord, cela n'est pas sans importance vu les avances de fonds considérables qu'il doit engager pour payer la police à Brest. Fils de capitaine marchand de Toulon, et encore officier de Marine, il épouse en 1759 Anne Margueritte Bacquet de qui vient son aisance. La structure de sa fortune est très parisienne avec une masse de billets à des particuliers à court terme pour la moitié de son actif. Il est vrai qu'emprunter à un policier incite à rembourser ! Il investit dans l'armement maritime, auprès de Bertrand, armateur à Marseille⁷⁷. Envergure professionnelle ensuite. Sarraire est le candidat idéal. Il est inspecteur de police depuis 1760 et est connu de Sartine, en charge à Paris de la police du Palais-Royal près duquel il a une maison. Il est un ancien officier de Marine à Toulon, familier des ports et arsenaux de marine, ce qui le rendait presque incontournable dans la problématique sécuritaire brestoise.

Le paiement tardif sur les fonds secrets, nous apprend que c'est Sarraire qui est chargé de monter la sécurité militaire à Brest. La somme de 5 940 L est versée au 1^{er} décembre 1784 « au S[ieur] Sarraire, capitaine d'Invalides cy-devant employé à Brest, pour l'établissement de la police militaire, pour ses vacations, frais et déboursés en 1780⁷⁸ ».

Cette même année, Sarraire donne procuration générale en janvier à son épouse pour la vente de son office d'inspecteur de police de la ville de Paris. Se sentait-il décliner ou, simplement, n'était-il pas possible d'être inspecteur dans les deux villes ? En avril, c'est chose faite. C'est à Brest que décède Sarraire, le 10 août 1780, âgé de seulement 49 ans. Il est enterré notamment en présence des Buhot et de Guesnet⁷⁹.

76. Arch. nat., Minutier central, ET/XVII/1034, 1785. Notre dette est grande à l'égard du meilleur connaisseur du milieu des notaires parisiens au XVIII^e siècle, Michel de ROTALIER, qui fut, une fois de plus, un guide parfait dans le Minutier central des notaires de Paris qu'il pratique quotidiennement.

77. *Ibidem*.

78. Arch. nat., Marine, E 138, *Dépenses secrètes*, 1780, p. 316.

79. Arch. mun. de Brest, R.P. de Saint-Louis, sépultures, 11 août 1780, f. 24 v^o.

Présent aux obsèques de Sarraire, Pierre Étienne Buhot exerce à Brest une de ses dernières missions de policier. C'est un Parisien, né le 23 février 1723, dans la paroisse Saint-Sulpice. Il avait été officier de fortune : lieutenant au régiment des fusiliers troupes légères dans la Légion de La Morlière, retiré comme aide-major d'infanterie. J. Chagniot le donne comme exemple de ces jeunes bourgeois qui, après une brève carrière militaire, reçoivent la croix, puis achètent une charge d'inspecteur de police de Paris. Son emprunt total à Joseph Marin des 8000 L nécessaires est cautionné solidairement par Alexis Magallon de la Morlière, brigadier des armées du roi, son ex-chef de corps, et son épouse. Inspecteur de police à Paris le 17 février 1752, successeur de Jacques Brucelle, office acheté pour 7500 L, Buhot devient une des célébrités du Châtelet⁸⁰. Il obtint de Berryer, lieutenant général de police de Paris (1746-1756), la mission de surveiller les étrangers, et donc la police des juifs. C'est bien un homme de réseaux qui voit signer son contrat de mariage avec la mineure Jeanne Félicité Guéret, le 11 septembre 1760, par plus de cinquante témoins dont « haut et puissant seig[neu]r Nicolas René Berryer, cons[eill]er, secrétaire d'État, le ministre de la Marine, haut et puissant seigneur Henry Léonard Jean-Baptiste Bertin, cons[eill]e[r] du Roy, contrôleur général des Finances, Mes[ssi]re Antoine Raymond Jean Gualbert Gabriel de Sartine, ch[evali]er, cons[eill]e[r] du Roy, en Ses conseils, maître des requêtes ordinaire de Son hôtel, lieutenant de Police de la prévôté et vicomté de Paris, de haut et puissant seig[neu]r Jean Louis Aynard de Clermont-Tonnere, abbé commendataire de l'abbaye royale de S[ain]t-Pierre⁸¹ » ; trois ministres et un Clermont-Tonnerre. Pour quelqu'un qui n'avait pas un sol vaillant lors de l'achat de son office, l'inspecteur a atteint une honnête aisance financière. Outre son office incomplètement remboursé, il apporte 44000 L, son beau-père dotant sa fille de 30000 L, converties en rente annuelle de 1500 L. Professionnellement, il est notamment chargé par Sartine de l'enquête sur la désertion des gardes suisses, en 1766. Après 24 années d'exercice au Châtelet, il prend sa retraite d'inspecteur de police, par vente de sa charge, et est admis aux Invalides en 1776⁸². Son traité d'office va voir son prix tripler pratiquement pour passer à près de 25000 L ce qui signifie qu'il était d'un bon rapport.

C'est de sa retraite qu'il est rappelé pour une mission à Brest, peut-être d'abord technique puis de plein exercice, comme inspecteur de la police militaire. Un mémoire de frais, sans date mais postérieur à 1778, « en exécution des ordres au dit S[ieu]r pour l'établissement de la police militaire de la ville et du port de Brest suivant l'arrêt de M. de Sartine », se monte seulement pour 12 mois d'honoraires à 7200 L, peut-être parce qu'il n'a pas eu à vendre son office. Il est accompagné de quatre hommes payés jusqu'à 5 L par jour. S'ajoutent des faux frais, dont 600 L débloquées « à une personne

80. Arch. nat., Minutier central, ET/XXVII/261, 19 février 1752.

81. *Ibidem*, ET/XCVIII/549, 11 septembre 1760.

82. CHAGNIOT, Jean, *Paris et l'armée au XVIII^e siècle, étude politique et sociale*, Paris, Économica, 1985, p. 156 et 505.

désignée par MM. D'Hector et Guillot » et des frais de route⁸³. Buhot était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis depuis 1778, comme les autres inspecteurs brestois (possibilité ouverte par leur rang d'officier de la maréchaussée) probablement pour leur donner un certain poids face à leurs interlocuteurs militaires.

Curieusement, Buhot, qui essaye de pousser son fils dans la carrière des armes, se titre peu avant la Révolution « noble polonais ». Il décède à Paris III^e, le 29 brumaire an XI⁸⁴. Sa charge à Brest a amené l'inspecteur à se faire accompagner au moins dès avril 1780 de son fils, également présent aux obsèques de Sarraire⁸⁵; il y remplit les fonctions d'exempt de la police militaire⁸⁶. Antoine-Pierre Buhot, né à Paris, le 3 juillet 1761, quitte rapidement la police après l'épisode brestois, le 6 septembre 1781 pour tenter une carrière d'officier comme sous-lieutenant en troisième dans le régiment d'Orléans-Infanterie, barré un temps par les préjugés nobiliaires de Ségur, l'état policier de son père et peut-être ses propres débuts comme exempt⁸⁷. Sur la supplique écrite pour lui obtenir un office de commissaire des guerres, en juillet 1784, un commentaire : « Le S[ieu]r Buhot a installé la police militaire à Brest et y a été de la plus grande utilité pendant la dernière guerre. » Le fils est reçu le 24 octobre 1784⁸⁸. En 1789, il est toujours employé en Bretagne dans ces fonctions, comme surnuméraire (et dernier) dans la 16^e Division⁸⁹.

Jean-Lazare Gauvenet Dijon, dont le second patronyme est un surnom géographique ou hérité d'un père militaire, est né le 2 avril 1737, en dehors du diocèse de Paris; ses prénoms en feraient un Bourguignon. Il n'est pas officier de fortune comme les autres inspecteurs brestois, mais employé à la régie de l'habillement des troupes en 1773. Il a épousé Marie-Anne Menges, dont il a au moins deux enfants⁹⁰. Il est inspecteur de police à Paris en 1775.

Il est probablement seulement détaché à Brest comme adjoint de Buhot à partir de 1779 dans un premier temps qui couvre le conflit. Il reste en effet inspecteur de police de Paris jusqu'après-guerre. Ses appointements sur place lui sont réglés moitié par la Marine, moitié par la Guerre⁹¹. En

83. Arch. nat., Marine C7.

84. Arch. de la Seine, État civil reconstitué.

85. Arch. mun. de Brest, sépultures, 1780, f° 24 v°.

86. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1A 114, f° 111 v°, le commandant de la Marine à la Cour, 24 avril 1780. Antoine-Pierre Buhot passe dans le corps du commissariat des guerres peu avant la Révolution et y fait carrière : inspecteur aux revues, officier de la Légion d'Honneur et croix de Saint-Louis (1817). (Arch. nat., dossier de Légion d'Honneur.)

87. CHAGNIOT, Jean, *Paris et l'armée...*, op. cit., p. 210.

88. Serv. hist. de la Défense/Terre/Vincennes, 2Yg 281, Buhot, Antoine Pierre.

89. ROUSSEL DE LA TOUR, *État militaire de France pour l'année 1789*, Paris, Ontroy, 1789.

90. Arch. dép. de la Seine, État civil reconstitué

91. Arch. nat., Marine, C7.

charge des missions de haute police, notamment du contre-espionnage par la police des étrangers, il émarge aux dépenses secrètes de la Marine pour 1780 une somme de 2 871 L, payée le 19 janvier « au S[ieur] Dijon, Inspecteur de Police pour remboursement de dépenses concernant le service⁹² ». Pour la seule année 1780, ce sont près de 9 000 L qui arrosent les *mouches*, payent des hommes de main, etc. Il donne pleine satisfaction dans les trois années du conflit. Dès le 3 mai 1782⁹³ le comte d'Hector demande à Castries qu'on le laisse en poste comme inspecteur de la police militaire à Brest. Après la paix, une seule place d'inspecteur est maintenue et Dijon en est pourvu. Il lui faut vendre son office parisien le 30 juin 1785⁹⁴, probablement afin de se consacrer à sa commission brestoise.

Un projet de nomination de Dijon comme inspecteur pour la police militaire est alors préparé à Versailles et approuvé par le roi, à la suite de lettres avec le comte d'Hector et Langristin, l'ordonnateur, le 25 juin 1785. Le 6 août, les ordres du roi sont envoyés à Dijon. Ses pouvoirs sont très étendus, avec une juridiction extérieure aux bases navales, donc un droit de suite, exceptionnel, et de vastes compétences en matière de police générale et administrative.

« Sa Majesté ayant pour le bien et l'utilité de son service, établi en 1779 et en 1783, dans les Villes, Ports et arsenaux de Brest et de L'Orient, ainsi qu'à Roscoff, une police particulière et jugeant nécessaire de maintenir cet établissement, Elle a commis et commet le S. Gauvenet Dijon pour, en qualité d'inspecteur pour la police militaire exercer dans lesdites Villes et ports de Brest, de L'Orient et de Roscoff, ladite Police sous l'autorité immédiate des commandants desdites Villes et Ports. Veut en conséquence Sa Majesté qu'il ait l'inspection sur les auberges, les chambres garnies, cafés, billards, académies et autres jeux publics, sur les cabarets, loueurs à la nuit, loueurs de voitures et de chevaux; qu'à l'aide de la main forte qui lui sera donnée par les commandants, il fasse les visites et patrouilles convenables, tant dans l'intérieur qu'à l'extérieur desd[ic]tes villes, ports et arsenaux arrête tous les délinquants et contrevenants aux ordres de Sa Majesté, ainsi que les personnes suspectes, mendiants, vagabonds et autres gens sans aveu, état ni profession⁹⁵. »

Des actions de la police militaire méconnues

Quelques exemples d'affaires permettent d'attester l'exercice de cette police, mais cela reste mal connu car elle ne semble pas avoir d'archives spécifiques. Ceci est logique dans le cadre d'une police non-judiciaire qui remet apparemment ses prévenus aux prévôtés de la Marine ou régimentaires selon leur appartenance.

92. Arch. nat., E 138, *Dépenses secrètes*, 1780, p. 293.

93. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1 A 115, p. 235, le commandant de la Marine à la Cour, 3 mai 1782.

94. Arch. nat., Grande chancellerie V/1/476, lettre de provision d'office, 11 janvier 1785. *Ibidem*, V/1/520, lettre de provision de Jacques-Hip[p]olyte Saint-Paul, 6 juillet 1785.

95. Arch. nat., Marine C7/116, Gauvenet Dijon.

Techniquement, Sartine reprend la même politique que celle qu'il a imposée à sa police à Paris, le renseignement. Aussi la police militaire de Brest fait probablement plus de sécurité militaire que de prévôté, laissée aux troupes. Ses enquêtes, portant sur les étrangers et la police des militaires, sont fortement orientées vers le contre-espionnage et la prévention des désordres pouvant être fomentés par des agents extérieurs.

Le 24 avril 1780, le comte d'Hector, commandant intérimaire, se fait rendre compte par le fils Buhot, après examen avec Laporte, l'intendant de la Marine, des novices, matelots ou vagabonds arrêtés à Brest. Ils doivent être mis « hors de la ville », mais le policier objecte qu'il n'y a pas de dépôt à Brest⁹⁶.

« Compte-rendu par M. Buhot exempt de la Police militaire de cette ville [...] sur les novices, matelots ou vagabonds qui ont été arrêtés [...] Nous avons jugé que c'étoient des sujets dont il est essentiel de se défaire, et de ne pas rendre à la Société, surtout dans un endroit comme celui-ci. Mais comme l'observe M. Buhot, il n'y a point de dépôt à Brest et cette espèce d'homme est fort à charge. Chasser et mettre hors de la ville sont des mots sans cesse répétés mais qui ne parent pas le mal ; il y a trop de moyen d'y rentrer. Les hommes arrêtés sont dans un coin du Bagne, mais ils n'y peuvent rester longtemps.

Les mendiants me paroissent aussi, Mgr, devoir être éloignés de ce Port qui ne devrait recevoir que des gens connus. Il y fourmille du monde de toutes les nations, ce qui est indispensable vu les grands mouvemens et approvisionnemens qui s'y font sans cesse, mais plus ces inconvéniens sont répétés, plus ils ont besoin de remèdes. Il est donc indispensable, Mgr que vous veniez à notre secours. »

La compétence interarmées amène la Marine à gérer avec la Guerre non seulement la police de la place, mais également les affaires mettant aux prises des soldats de Terre. Les vols de biens du Roi comme la contrebande de produits non-imposés à l'entrée en France sont facilités par les conditions exceptionnelles de la guerre. Le nombre de personnels, d'allées et venues, rendent difficile le contrôle du port ; les rares enquêtes conduites sont poussées en avant. En août 1781, d'Hector rend compte au ministre du démantèlement d'un réseau.

« Sur des avis qui me furent donnés le 3 de ce mois de vols faits à bord des prises de M. de La Motte-Picquet j'ay employé M. Dijon pour découvrir si ces soupçons avaient quelques fondemens. Il apostâ du monde dans la nuit du 3 au 4 et découvrit 9 hommes sortis du port par la Porte près l'hôpital brûlé, qui portant des sacs entrèrent dans une maison au haut de la Grande rue. Il apprit le matin, 4. que ce dépôt était chez un caporal de la Marine et que c'était du Caffé. Je l'ay prié de continuer secrètement ses informations et observations la nuit suivante, et d'arrêter dès la pointe du jour ce caporal si dans la nuit du 4 au 5 il n'arrêtait pas les neuf hommes de la veille. Je lui en fourni six, sur[s] avec un sergent qui furent réveillés à minuit et même travesti[s] par

96. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1A 114, f° 111 v°, 112, le commandant de la Marine à la Cour, 24 avril 1780.

ce sergent sans savoir ce qu'ils allaient faire, pour arrêter tout ce que le Sieur D[i]jon trouverait sortant du port. Il ne parut personne cette nuit, et comme je lui avais ordonné au jour il entra avec ses gens et le sergent dans la maison en question ; ils y trouvèrent le nommé L'aby caporal de la Marine, chez lequel étaient des sacs vuides et un plein de caffè ; il fut questionné sur le dépôt de la nuit du 3 au 4 et ne convint de rien, mais un caffetier de la même maison avoua qu'il avait acheté du caffè de ce caporal et qu'il en avait au reste été ap[p]orté du port la nuit du 3 au 4 par trois soldats de Bassigny et un sergent de ce corps. Il a de là été découvert que les soldats de Marine gardiens de prises étaient ceux qui passaient ce caffè avec un caporal, que des sentinelles et un sergent avec un caporal de garde avaient été séduits.

Sur ces découvertes j'ay fait arrêter le nommé L'Aby caporal trois sergents les sentinelles séduit[e]s ainsy que les caporaux huit soldats gardiens de prises et M. Faissolle à qui j'ay donné la vu[e] de ces délits le [?] cinq fit commencer les interrogatoires et suit cette affreuse affaire.

Je fus prévenir également M. le Comte de La Chapelle, pour le sergent et les trois soldats de son corps qui les a aussi fait arrêter et comme moy les a emprisonnés séparément⁹⁷. »

Il faut ensuite noter l'importance du commandant de la Marine pour une question qui ressortissait auparavant de l'intendant de la Marine. Les moyens de Dijon, le directeur de la police militaire, étant très réduits, ce sont des hommes nommés par Hector qui l'assistent et non des archers de la Marine. De même, il prend la décision de les arrêter, et s'il les remet à l'ordonnateur, c'est visiblement lui qui a la police du port en main. Le privilège de juridiction régimentaire est respecté puisque les soldats de Terre sont remis à leur régiment.

Le contre-espionnage s'exerce premièrement par le contrôle des voyageurs étrangers devenu une véritable obsession débouchant parfois sur des tracasseries cocasses. Ainsi, le jeudi 30 août 1781 au soir, deux étrangers demandent à la grille du port à le visiter ainsi que les magasins. Ils sont conduits par le factionnaire chez La Porte-Vezins, directeur général de l'arsenal et commandant intérimaire, qui les trouve suspects. Ils sont vêtus de gris. Le plus âgé (40 à 45 ans) s'appellerait Bernant, ancien officier de l'Empereur, le cadet (18 à 20) le prince Galitzin, officier aux Gardes de l'impératrice de Russie. Ils disent être adressés à Constantin, négociant à Brest, qui ne les connaissait que sur la recommandation de MM. Le Boucher, fournisseurs de toiles à Rennes qui les adressait de Caen. Le commandant s'excuse de devoir reporter la visite au lendemain. Le samedi matin, Constantin demande à La Porte-Vezins quand il les mènerait dans le port et ajoute qu'ils avaient dîné le jeudi chez le comte de Langeron. Comme ce dernier ne lui en a pas parlé, le marin lui demande de dire qu'il ne l'a pas trouvé, le temps de vérifier. Langeron y avait songé, mais avait annulé l'invitation. Par l'intermédiaire de Dijon, l'entrée du port leur est refusée et leur signalement est donné aux grilles. Le dimanche 2, Langeron les envoie à L'Orient, tandis que La Porte-Vezins y

97. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1A 14, f° 477 v°, le commandant de la Marine à la Cour, 6 août 1781.

prévient Thévenard⁹⁸! Le 15 octobre 1782, l'alerte paraît plus sérieuse. Au soir, le consul d'Espagne, Chaumat⁹⁹, prévient Hector qu'un étranger suspect lui a présenté un passeport espagnol pour séjourner à Brest afin d'y acheter des navires. Dijon, convoqué, rend compte que l'homme est Anglais d'origine établi depuis 17 ans à Santander, « mais qu'il jugeoit qu'il pourroit être utile à la découverte d'intrigues plus dangereuses ». Son passeport est retenu, le lendemain, comme il revient le chercher pour gagner Morlaix, port vers l'Angleterre, il est alors arrêté avec l'accord de Langeron¹⁰⁰.

En mai et juin 1782, c'est l'inspecteur Buhot que le comte d'Hector charge d'éclaircir la conduite d'un nommé Boringer¹⁰¹, négociant de Brest, qu'il soupçonne d'espionnage ou de concussion et qui est sous surveillance plus de deux mois. Ces rares témoignages situent le champ d'action de cette police militaire durant le conflit.

La fin de la police militaire avec la Révolution

Après la guerre d'Amérique, l'utilité de la police militaire n'est pas remise en cause, ainsi que le rappelle Dijon lui-même.

« M. le M[arécha]l de Castries continua cet établissement mais comme il occasionnoit une dépense assez considérable; que le temps de paix ne nécessitoit pas l'emploi d'un très grand nombre de gens, et qu'enfin l'un des deux Inspecteurs s'étoit retiré, ce Ministre jugea devoir confier en 1785, ce service au S[ieu]r Dijon seul, borner à six, ses sous-ordres et consulter M. Le Noir, qui proposa d'accorder, savoir, au S[ieu]r Dijon par an, 12,000 L

« Et au six individus 3 L par jour, faisant par an 6,570 L

« Total par an 18,570 L. »

Quatre policiers dont un autre Gauvenet¹⁰² sont employés à Brest, et deux seulement à L'Orient dont le format est moindre¹⁰³.

98. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1A 114, f° 493 v°-494, le commandant de la Marine à la Cour, 5 septembre 1781.

99. Jean-Baptiste Chaumat, consul d'Espagne à Brest.

100. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1A 115, p. 467-468, le commandant de la Marine à la Cour, 18 octobre 1782.

101. Serv. hist. de la Défense/Marine/Brest, 1A 115, p. 270-328, 24 mai et 24 juin 1782.

102. Ce Gauvenet doit être parent de l'inspecteur Dijon, mais pas son fils, trop jeune. Jean-Baptiste Didier Lazare Gauvenet Dijon (Paris, 10 juillet 1776-† Paris, X^e, 6 avril 1851) entre comme aspirant volontaire dans la Marine royale en 1785. Il opte sous la Révolution comme commis aux écritures dans les hôpitaux militaires, puis poursuit une carrière chaotique au ministère du Trésor impérial avant de se servir de ses connaissances techniques pour passer dans l'armée comme sous-lieutenant officier payeur, quartier maître trésorier à la suite du 70^e de ligne, lieutenant au 143^e de ligne. Sous-intendant militaire, il est décoré de la Fleur du Lys par SAR le duc de Berry, chevalier des ordres de la Légion d'Honneur et de Charles III d'Espagne. (Serv. hist. de la Défense/Terre/Vincennes, 2Ye 1553, *Mémoire de proposition à un emploi de lieutenant*, août 1813. Arch. de la Seine, État civil reconstitué.)

103. Arch. nat., Marine C7/116, *Gauvenet Dijon, Liste des employés à la Police militaire tant à Brest qu'à Lorient sous les ordres du S[ieu]r Dijon*. Brest est surveillé par Gauvenet, principal commis sur le pied de 5 L par jour, Jables [?] et Perdrisé pour 3 L chacun, René

« M. le M[aréch]al de Castries ayant agréé cet arrangeme[en]t, il obtient de M. le M[aréch]al de Ségur que le Département de la Guerre qui se servoit également du S[ieu]r Dijon et de ses subordonnés, payeroit la moitié de la dépense, et comme pour se consacrer entièrement à ce service, le S[ieu]r Dijon fut obligé de vendre une charge lucrative d'Inspecteur de Police à Paris, les deux Ministres lui donnèrent l'assurance par écrit, d'après la demande de M. Le Noir, que si sa place venoit à être supprimée, il lui seroit accordé la moitié de ses appointemens en retraite; (6,000 L) et une partie, si des infirmités ne lui permettoient point de l'exercer ¹⁰⁴. »

Cette dernière précaution ne semble pas inutile si l'on en juge à l'aune des événements pré-révolutionnaires de 1788 qui précipitent rapidement la fin de cette police spéciale en Bretagne, restée fidèle aux ordres du Roi. C'est surtout un excellent exemple de mission de haute police, remplie sur l'ordre de Thiard, gouverneur de Bretagne et de Brest et du comte de Langeron, contre les membres des États de Bretagne, insurgés contre l'autorité royale.

« Ayant été chargé l'année dernière par M. de Thiers et de Langeron, lors des premiers troubles de la Bretagne, d'arrêter quelques particuliers à l'Orient, il fut décrété de prise de corps par la sénéchaussée d'Hennebont, poursuivi à Brest où il s'étoit réfugié, et autorisé par M. le C[om]te d'Hector, qui en écrivit à Monseigneur, de s'enfuir par mer au mois d'octobre. Il est depuis cette époque à Paris, où ses sous-ordres ont été également obligés de se replier successivement, et Monseigneur a cru devoir attendre pour les renvoyer à leurs fonctions, que le calme fut rétabli en Bretagne ¹⁰⁵. »

Le ministre de la Marine souhaite alors mettre fin aux dépenses puisque « dans l'état actuel des choses en cette Province, on doit regarder leur mission comme finie ». Ainsi se termine cette expérience originale de sécurité militaire interarmées, très rapidement victime de la situation dans les ports de guerre. Le 12 septembre 1789, à la demande de Dijon, La Luzerne accepte de lui accorder la moitié de ses appointements de retraite (6000 L), en s'interrogeant s'ils doivent courir du 1^{er} octobre ou du 1^{er} janvier suivant, auquel cas il jouirait de 12000 L, son traitement. Il est finalement suggéré au ministre d'en écrire au comte de La Tour du Pin (19 septembre) afin que la Guerre y contribue pour moitié (3000 L). Le secrétaire d'État souhaite affecter la pension sur le trésor royal. Quant aux six préposés, la cour propose de leur attribuer, à titre de récompense jusqu'au 1^{er} janvier 1790, 2190 L payés par moitié sur la Marine. Le 12 mars 1790, Dijon adresse le compte de ce qui lui est dû « tant pour ses appointements, que pour le traitement de ses subordonnés, pendant les 4 derniers mois de l'année précédente et les premiers de celle-ci ». Il n'a alors pas reçu son décompte jusqu'au 1^{er} septembre précédent. Le bureau des fonds de la Marine ne veut pas faire d'avance globale; or la Guerre n'a pas répondu. En effet, la proposition

pour 30 sous; L'Orient, par Beaumont pour 3 L et Alexandre pour 2 L 10 S. Soit 18 L journalières de coût de fonctionnement pour les seuls sous-ordres.

104. Arch. nat., Marine C7/116, Gauvenet Dijon.

105. *Idem*.

de la Marine de septembre n'a trouvé aucun écho à la Guerre. La Luzerne approuve que les bureaux relancent son collègue. Le 5 mars 1792, devant le notaire Le Febvre, Gauvenet Dijon, demeurant à Paris, rue Neuve du Luxembourg, paroisse Saint-Roch, « reconnaît avoir reçu de M. Louis César Alexandre Dufresne de Saint-Léon commissaire du Roy Directeur général de la liquidation à la décharge de l'État et en exécution du décret particulier de l'Assemblée nationale en date du onze février dernier sanctionné le vingt-quatre du même mois, une reconnaissance définitive de la somme de quarante quatre mille cent dix sept livres onze sols dix deniers¹⁰⁶ », moins les habituelles retenues, payées pour moitié par les deux ministères, couvrant ses appointements et les salaires de ses hommes depuis 1785 ainsi que pour ses frais de voyages des trois dernier mois de 1789 sur la Marine.

À la suite des événements qui entraînent la fin de la police militaire, Gauvenet Dijon doit se réinstaller à Paris dans les conditions du temps¹⁰⁷.

•

Brest est un bon exemple de la situation de tension maximale créée dans les ports militaires par la guerre. Ce temps constitue sous l'Ancien Régime et particulièrement pour la guerre d'Amérique, un risque considérable par la concentration des forces et d'une importante population mouvante. Le problème du maintien de l'ordre ordinaire se pose avec une acuité toute particulière, mais les risques pour la sécurité militaire du port et de l'arsenal deviennent, eux, prégnants. L'absence de moyens municipaux pour l'exercice de la police à Brest est si insupportable que des solutions originales sont provoquées par le commandement de l'armée de terre à Brest qui assure le service de la place forte, l'appel à la maréchaussée étant rien moins que symbolique et son exercice seulement extra-muros. La communauté fait tout pour sauver son privilège de police, ce qui amène à la recreation d'une lieutenance générale de police civile, utile certes mais incompétente en matière de contrôle, de sécurité et de droit de suite sur les militaires et dans les espaces militaires. Saisi de la question, le ministre de la Marine crée à Brest une police militaire, également compétente à L'Orient, à Roscoff et sur les côtes de basse Bretagne. Elle présente la spé-

106. *Ibidem*.

107. Selon la demande de pension et de croix de Saint-Louis que rédige son fils, le « conseiller du Roy, ancien Inspecteur-général de la Police militaire de Ports de Brest, L'Orient, & des côtes de la basse Bretagne », Dijon aurait été présent aux Tuileries lors des journées des Poignards, 20 juin, 28 et 29 juillet et enfin à celle du 10 août 1792. Proscrit, il se serait ensuite réfugié aux armées. Il effectue dès cette année, sept campagnes, dont celles de Vendée (ans II, III et IV), de 1807 en Prusse et de 1808 en Espagne. Il était revenu à son premier métier d'« agent des Vivres viandes au compte du gouvernement ». Ses convictions monarchiques étaient sans doutes légères, puisque le voici en l'an IV et l'an V, « directeur de la XXI^e division militaire et [...] agent en chef de l'Armée de l'Ouest ». Il reçut une créance de 6 500 L pour ses appointements de ces deux années. Il se retire par la suite à Strasbourg avec deux filles non mariées et une fortune qui semble constituée au principal de créances sur l'État. (Serv. hist. de la Défense/Terre/Vincennes 2Ye 1553, *Exposé des services du S. Gauvenet-Dijon...*, 6 octobre 1814. Arch. nat., Minutier central ET/V/920, 29 fructidor an XII.).

cificité de l'interarmées, obéissant au commandant de la Marine comme à celui des troupes et étant financée sur les deux départements. Des inspecteurs de la police de Paris, souvent retirés, anciens officiers de fortune et chevaliers de Saint-Louis, sont commis pour cette fonction. Peu nombreuse, cette police d'exception, liée à l'arbitraire royal, succombe dès les premiers soubresauts révolutionnaires. Cet épisode marque l'étatisation du maintien de l'ordre devant l'importance des enjeux, mais également la formidable précarité des libertés locales dans les villes abritant des ports militaires à la fin de l'Ancien Régime, comme tend à le confirmer cette première approche. Nous voulons y voir, au cours de la guerre d'Amérique, une décennie avant la Révolution, une illustration de la mutation de la police qui n'attend ni Napoléon ni Fouché. Il s'agit cependant d'un cas particulier, une innovation touchant à une police politique à l'image des « commissaires spéciaux » du siècle à venir.

RÉSUMÉ

La police des *ports et arsenaux de la Marine* dans la France d'Ancien Régime reste un domaine mal connu. D'abord parce que le concept de police va alors de l'administration au maintien de l'ordre. Ensuite, parce que dans un port qui est à la fois arsenal, ville et place-forte, l'incapacité, entretenue, des pouvoirs locaux jointe à la tension maximale créée par la guerre, oblige l'État royal à prendre en charge la police. Brest est, du fait de son rôle central, au cours de la guerre d'Amérique, le théâtre d'expérimentations successives en la matière. En effet, la faiblesse des moyens municipaux de police à Brest est si insupportable que des solutions originales sont provoquées par le commandement local de l'Armée royale. La communauté de ville, pour sauver son privilège de police, obtient la recreation d'une lieutenance générale de police, certes utile pour les habitants. Pourtant, l'incompétence de cette dernière police civile en matière de contrôle, de sécurité et de droit de suite sur les soldats et les marins comme dans les espaces militaires apparaît vite. Sartine, ancien lieutenant général de Police de Paris, devenu secrétaire d'État à la Marine, y voit un risque inacceptable pour la flotte comme le moyen de raffermir son contrôle sur place. Le ministre créé à Brest une police militaire, également compétente à L'Orient, à Roscoff et sur le littoral de Basse-Bretagne. Exceptionnellement interarmées, obéissant au commandant de la marine comme à celui des troupes, elle est financée sur les deux départements. Des inspecteurs de police de Paris, souvent retirés, anciens officiers de fortune et chevaliers de Saint-Louis, sont nommés à Brest. Peu nombreuse, cette police d'exception, liée à l'arbitraire royal, s'effondre dès les premiers épisodes pré-révolutionnaires. Elle marque pourtant l'étatisation du maintien de l'ordre devant les enjeux stratégiques, autant que la fragilité des libertés locales dans les villes recevant des ports militaires à la fin de l'Ancien Régime.

ABSTRACT

The police of the ports & naval dockyards in France in the Ancien Régime is a subject that has hardly been research. First because of the concept of police which at that time turns from administration to the maintenance of law and order. Then, because in a harbour which is at the same time a naval dockyard, a fortified city and a civilian town, the crass incompetence of the local authorities added to the pressure of war forced the royal State to take responsibility of the police. Brest, because of the central role it played in the course of the American War of Independence, was the stage of various experiment experiments in policing. The weakness of the local forces of police at Brest are so unbearable that original solutions were proposed by the Royal Army area Command. The town council, to save its police office, obtained the re-establishment of a lieutenant general of police, which proved very useful for the inhabitants. Yet, the impossibility of this civilian civil police to control, check and pursue soldiers and sailors or to take action in military areas became quickly evident. Sartine, a former lieutenant general of the Paris Police, later Secretary for the Navy, claimed the risk for the fleet was too great and saw this as a means to strengthen his hold on Brest. So he created a military Police in Brest who would also be competent for L'Orient, Roscoff and the coasts of West Brittany. Exceptionally under a joint command of the Commanding officers of the Navy and the Army, it was paid for by both Departments. Police inspectors from Paris, often retired, former officers and knights of Saint-Louis, were appointed in Brest. This special police manned by few people and subject to the king's arbitrary, collapsed in the first riots before the French Revolution. It is nevertheless a proof that, when faced with strategic stakes, the maintenance of law and order was placed under direct control of the State. It also stresses the fragility of local freedoms in harbour towns at the end of the Ancien Régime.